

Accord national interprofessionnel

IDCC : 1500. – **RETRAITE DES NON-CADRES**
(Accord du 8 décembre 1961)
(15 mars 1988)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)

(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,
Journal officiel du 30 juin 1988)

AVENANT N° 101 DU 19 OCTOBRE 2007
À L'ACCORD DU 8 DÉCEMBRE 1961

NOR : ASET0751227M

IDCC : 1500

Il est créé un article 12 *bis* intitulé « Cotisations sur les sommes isolées », qui prévoit :

« Les cotisations sont dues sur les rémunérations – telles que définies au 1^{er} alinéa de l'article 12 de l'accord – qui, versées à l'occasion du départ d'une entreprise, sont allouées en dehors de la rémunération annuelle normale.

Il s'agit notamment des sommes liées à la rupture du contrat de travail (indemnités de rupture, de départ en retraite, de fin de contrat à durée déterminée, ainsi que des indemnités compensatrices de congés payés ou de RTT), mais aussi des rappels de salaires ou des indemnités de non-concurrence, versés lors du départ ou ultérieurement. Ces sommes sont appelées "sommes isolées".

Pour les salariés qui ne relèvent pas du régime de l'AGIRC, il est créé pour les sommes isolées versées à compter du 1^{er} janvier 2009 une assiette spécifique, limitée à 2 fois le plafond de la sécurité sociale de l'année de départ, qui s'ajoute à l'assiette applicable aux rémunérations normales de la dernière période d'emploi.

a) Si les rémunérations normales n'atteignent pas le plafond de la sécurité sociale de la période d'emploi, les sommes isolées sont affectées prioritairement au comblement de la tranche 1 (1) des rémunérations de la période d'emploi ; l'excédent est soumis à cotisations dans la limite d'un montant

(1) Les tranches 1 et 2 des rémunérations sont définies à l'article 13 du présent accord.

égal à 2 fois le plafond de la sécurité sociale de l'année de départ, sur la base du taux de cotisation de l'entreprise relatif à la tranche 2 (1) des rémunérations.

b) Si les rémunérations normales atteignent ou dépassent le plafond de la sécurité sociale de la période d'emploi, les sommes isolées sont soumises à cotisations sur une assiette spécifique limitée à 2 fois le plafond de la sécurité sociale de l'année de départ, sur la base du taux de cotisation de l'entreprise relatif à la tranche 2 (1) des rémunérations. »

Fait à Paris, le 19 octobre 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

MEDEF ;

CGPME ;

UPA.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CFE-CGC ;

CFTC ;

CCT-FO ;

CGT.

(1) Les tranches 1 et 2 des rémunérations sont définies à l'article 13 du présent accord.